



Charte de protection des données de la Trésorerie de l'Etat (v. 1.0)

La Trésorerie de l'Etat ainsi que la Caisse de Consignation, situées au 3, rue du St Esprit L - 1475 Luxembourg, traitent des données caractère personnel relatives à des personnes physiques dans le cadre de leurs activités telles que définies par la loi (voir *Base légale*).

La politique générale en matière de protection des données décrite ci-après entend définir la manière dont les données à caractère personnel sont utilisées et protégées par la Trésorerie de l'Etat / la Caisse de consignation.

Base légale

Dans le cadre de ses attributions telles que définies par la loi du 08 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la Trésorerie de l'Etat, la loi modifiée du 22 décembre 2000 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2001, ainsi que sur base de la loi du 11 novembre 1970 sur les Saisies, Cessions et Sommations (SCS), la Trésorerie de l'Etat, sous l'autorité du Ministère des Finances, procède à la collecte et au traitement de vos données à caractère personnel.

Dans le cadre de ses attributions telles que définies par la loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'Etat, la Caisse de Consignation, sous l'autorité du Ministère des Finances, procède à la collecte et au traitement de vos données à caractère personnel.

La présente notice énonce les principes et obligations de la Trésorerie de l'Etat / la Caisse de Consignation en tant que « Responsable du Traitement » découlant du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des DCP et à la libre circulation de ces données, entré en vigueur le 25 mai 2018.

Finalités du traitement

La Trésorerie de l'Etat / la Caisse de Consignation collecte directement ou indirectement des données personnelles dans le cadre de ses attributions telles que définies par la loi. Les données collectées se limitent à celles nécessaires au traitement des finalités identifiées.

Les données à caractère personnel seront notamment collectées par la Trésorerie de l'Etat dans le cadre :

- du paiement de toutes les dépenses de l'Etat autres que celles payées directement par les comptables extraordinaires et les comptables des services de l'Etat à gestion séparée
- de l'exécution de la législation sur les saisies, cessions et sommations (« SCS ») adressées par des créanciers à l'Etat



Les données à caractère personnel seront notamment collectées par la Caisse de Consignation dans le cadre :

- de la gestion ainsi que de la restitution des consignations telles que définies par la loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'Etat

Données collectées

Les catégories de données collectées, qui se limitent à celles nécessaires à la finalité des traitements respectifs, peuvent être:

- des données d'identification personnelles (p.ex. le nom, prénom, date et lieu de naissance, le matricule national, l'adresse, le numéro de téléphone, ...)
- les données d'identification bancaires et financières (numéro de compte bancaire, données d'identifications bancaires, ...)
- des données liées à la situation patrimoniale (Revenus)
- des informations concernant d'éventuelles infractions pénales ou condamnations (uniquement applicable pour le traitement des données dans le cadre des saisies, cessions et sommations adressées par des créanciers à l'Etat, ainsi que dans le cadre de consignations tombant sous la catégorie des consignations judiciaires)

Certaines données collectées par les administrations (ou autres entités de l'Etat) sont transmises à la Trésorerie de l'Etat dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'Etat luxembourgeois (paiements des sommes dues).

Par ailleurs, les données collectées peuvent également être utilisées à des fins statistiques et d'archivage sous forme anonymisée.

Durée de conservation de vos données

Les données à caractère personnel seront conservées aussi longtemps que nécessaire aux fins décrites dans la présente politique de confidentialité ou au moins autant que nécessaire pour respecter les exigences réglementaires ou pour résoudre tout litige éventuel.

Transfert de vos données à des tiers

Les données personnelles faisant l'objet d'un traitement par la Trésorerie de l'Etat peuvent être utilisées transférer vos données à d'autres administrations ou entités de l'Etat dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'Etat luxembourgeois.

Les données ne sont pas transférées à des tiers en dehors de l'Espace Economique Européen à moins qu'une disposition légale ou réglementaire ne contraigne la Trésorerie de l'Etat / Caisse de consignation.



Dans le cadre de transferts de fonds, les données nécessaires à l'exécution des transactions sont traitées par des tiers intervenant lors de la transaction (p.ex. banques correspondantes, ...) et qui peuvent être situés hors de l'Espace Economique Européen.

Sécurité des données

Le Ministère prend toutes les mesures de protection utiles pour assurer la confidentialité et la sécurité des Données à Caractère Personnel concernant les utilisateurs et empêcher que lesdites données ne soient endommagées, effacées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

L'accès aux Données à Caractère Personnel est strictement limité aux personnes habilitées en raison de leurs fonctions et qui sont tenus par une obligation de confidentialité.

Notification

En cas de violation des données à caractère personnel, la Trésorerie de l'Etat / Caisse de Consignation notifie ce fait à la Commission Nationale pour la Protection des Données dans les meilleurs délais et, si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance. Acas où cette violation des données personnelles présente un risque élevé pour vos droits et libertés, la Trésorerie de l'Etat / Caisse de Consignation vous en informe dans les meilleurs délais.

Vos droits

Vous êtes en droit de demander à la Trésorerie de l'Etat la possibilité d'accéder à vos données et de les rectifier.

Vous disposez également, sous réserve de conditions spécifiques imposées par la législation, du droit de demander l'effacement de vos données à caractère personnel ou la limitation du traitement de ces données ainsi que du droit à demander la portabilité de vos données à caractère personnel.

Pour toute demande relative à vos données à caractère personnel, veuillez inclure les éléments suivants:

- votre nom et votre adresse postale ;
- une photocopie de votre passeport ou de votre carte nationale d'identité, de manière à ce que nous puissions vérifier votre identité ;
- la raison pour laquelle vous souhaitez faire valoir votre droit d'accès, de rectification, de suppression, d'opposition, de limitation ou de portabilité en ce qui concerne vos données à caractère personnel ou retirer votre consentement, le cas échéant ;
- votre signature et la date de la demande.

Dans le cas où vous souhaitez exercer l'un des droits cités ci-dessus, vous pouvez envoyer votre demande par courrier postal à l'adresse suivante :



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Trésorerie de l'État

Trésorerie de l'Etat

Aux mains du délégué à la protection des données
3, rue du St Esprit
L - 1475 Luxembourg

Si vous n'êtes pas satisfaits de la suite donnée à votre demande, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale pour la Protection des Données (www.cnpd.public.lu).

Revue de la Charte de protection des données de la Trésorerie de l'Etat

La présente charte est revue régulièrement et notamment lorsque les pratiques ou la réglementation l'imposent.

Date de publication : 28 juin 2018